PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

1er FEVRIER 2006

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne les conditions de travail, l'accès à l'emploi et aux possibilités de promotion ainsi qu'à l'accès à une profession indépendante sur le marché du travail en Région bruxelloise

RAPPORT

fait au nom de la Commission des Affaires Economiques, chargée de la Politique économique, de la Politique de l'emploi et de la Recherche scientifique

par M. Alain DAEMS (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mme Julie Fiszman, MM. Mohamed Lahlali, Alain Leduc, Mme Olivia P'tito, MM. Serge de Patoul, Didier Gosuin, Mmes Marion Lemesre, Fatima Moussaoui, MM. Alain Daems, Jos Van Assche, Jan Béghin.

Membres suppléants : Mmes Carine Vyghen, Jacqueline Rousseaux.

Autres membres : Mmes Céline Fremault, Nathalie Gilson, M. Jacques Simonet, Mme Viviane Teitelbaum.

Voir :

Document du Parlement :
A-179/1 – 2004/2005 : Proposition de résolution.

A-179/2 – 2005/2006

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

GEWONE ZITTING 2005-2006

1 FEBRUARI 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de promotiekansen en de toegang tot een zelfstandig beroep op de arbeidsmarkt in het Brussels Gewest

VERSLAG

uitgebracht namens de Commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

door de heer Alain DAEMS (F)

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevr. Julie Fiszman, de heren Mohamed Lahlali, Alain Leduc, mevr. Olivia P'tito, de heren Serge de Patoul, Didier Gosuin, mevr. Marion Lemesre, mevr. Fatima Moussaoui, de heren Alain Daems, Jos Van Assche, Jan Béghin.

Plaatsvervangers : mevr. Carine Vyghen, mevr. Jacqueline Rousseaux.

Andere leden : mevr. Céline Fremault, mevr. Nathalie Gilson, de heer Jacques Simonet, mevr. Viviane Teitelbaum.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-179/1 – 2004/2005 : Voorstel van resolutie.

I. Exposés de Mmes Céline Fremault et Olivia P'tito, co-auteures de la proposition de résolution

Mme Céline Fremault explique que cette proposition de résolution a été rédigée suite aux conclusions de l'étude relative à la « situation des femmes sur le marché du travail des femmes en Région de Bruxelles-Capitale » réalisée par l'Observatoire bruxellois du marché du travail : il s'agit d'une sorte de radioscopie de l'état de l'emploi des femmes à Bruxelles à travers un certain nombre de paramètres.

L'oratrice passe brièvement en revue l'ensemble des instruments juridiques qui peuvent servir de base en matière d'analyse de l'emploi des femmes à quelque niveau de pouvoir que ce soit : les instruments internationaux sont la Déclaration des droits de l'Homme (article 23, alinéa 2), la Convention n° 100 de l'OIT et le Traité de Rome de 1957; les instruments nationaux sont l'article 10 de la Constitution concernant l'égalité des Belges, ainsi que l'article 11 et l'article 23 concernant les droits économiques et sociaux, qui date de 1994.

La députée se réfère également à la loi du 4 août 1978 et à la loi du 7 mai 1999, qui est une loi autonome sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Enfin, la loi du 16 décembre 2002 a créé l'Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes. L'Institut est un instrument de contrôle par rapport aux politiques qui sont adoptées. Cette loi, qu'on a appelé la loi « anti-discrimination », a créé notamment les tests de situation et un certain nombre d'instruments d'action judiciaire en termes de discrimination hommes/femmes.

L'accord de gouvernement prévoit l'égalité dans un certain nombre de termes : vivre ensemble dans la ville suppose la concrétisation d'une véritable politique d'égalité entre les femmes et les hommes. C'est pourquoi la Région veillera à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes à travers l'ensemble de ses politiques. Les décisions tiendront compte du principe de « gender mainstreaming ». L'accord de gouvernement décline cette phrase sous plusieurs aspects.

La proposition de résolution s'est également basée sur le Contrat pour l'économie et l'emploi, présenté par le ministre Cerexhe. Par rapport à l'égalité hommes/femmes, il y a différents leviers de lutte contre les discriminations.

Partant de cela, les auteures de la proposition ont analysé la situation bruxelloise au regard des femmes avec un certain nombre de chiffres qui viennent en appui de leurs constats : 45,6 % de l'emploi salarié à Bruxelles est un emploi de femme.

I. Uiteenzettingen van mevrouw Céline Fremault en mevrouw Olivia P'tito, mede-indieners van het voorstel van resolutie

Mevrouw Céline Fremault legt uit dat het voorstel van resolutie opgesteld is na de conclusies van de studie betreffende de situatie van de vrouwen op de arbeidsmarkt van de vrouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die uitgevoerd is door het Brusselse Observatiecentrum van de Arbeidsmarkt. Het is een soort radiografie van de toestand van de werkgelegenheid van de vrouwen in Brussel op grond van een aantal parameters.

De spreker overloopt in het kort alle juridische instrumenten die gebruikt kunnen worden bij de analyse van de werkgelegenheid van de vrouwen op om het even welk gezagsniveau: de internationale instrumenten zijn de Verklaring van de Rechten van de Mens (artikel 23, tweede lid), Verdrag nr. 100 van de IAO en het Verdrag van Rome van 1957; de nationale instrumenten zijn artikel 10 van de Grondwet betreffende de gelijkheid van de Belgen, alsook artikel 11 en artikel 23 betreffende de economische en sociale rechten, dat dateert van 1994.

De volksvertegenwoordiger verwijst eveneens naar de wet van 4 augustus 1978 en de wet van 7 mei 1999, die een autonome wet is over de gelijke behandeling van mannen en vrouwen. De wet van 16 december 2002 heeft het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen opgericht. Het Instituut is een controle-instrument in het kader van het goedgekeurde beleid. Die wet, die men de « anti-discriminatiewet » genoemd heeft, heeft met name situatietests ingevoerd, alsook een aantal instrumenten voor juridische actie op het vlak van discriminatie mannen/vrouwen.

Het regeerakkoord streeft naar gelijkheid, onder een bepaald aantal voorwaarden: samen leven in de stad veronderstelt de uitvoering van een echt gelijkheidsbeleid voor mannen en vrouwen. Het Gewest moet dan ook zorgen voor de bevordering van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen, via al zijn beleidskeuzes. De beslissingen moeten rekening houden met het principe van « gender mainstreaming ». Het regeerakkoord geeft die zin in verschillende vormen concreet gestalte.

Het voorstel van resolutie is eveneens gebaseerd op het Contract voor Economie en Tewerkstelling, zoals voorgesteld door minister Cerexhe. Wat de gelijkheid mannen/vrouwen betreft, zijn er verschillende hefbomen in de strijd tegen de discriminatie.

Op grond daarvan, hebben de indieners van het voorstel de Brusselse situatie geanalyseerd wat de vrouwen betreft. Een aantal cijfers ondersteunen hun vaststellingen: 45,6 % van de loontrekkenden in Brussel zijn vrouwen.

Les auteures de la proposition sont parties du constat que les femmes sont victimes d'une situation de retrait par rapport au marché du travail à Bruxelles, que leur chômage est plus élevé (20 % pour les femmes, 17 % pour les hommes), qu'évidemment plus le diplôme est élevé, moins les inégalités subsistent, mais qu'un quart des femmes faiblement qualifiées ont un emploi, alors que trois quarts de femmes hautement qualifiées en ont un.

Il y a également une diminution du taux d'emploi chez les femmes avec enfants, et ce dès le premier enfant, ce qui n'existe pas dans les deux autres régions. C'est évidemment lié au manque de place dans les crèches et à tout ce qui concerne les structures de l'accueil de la petite enfance.

Un autre paramètre qui est pris en compte est celui de « l'explosion » du nombre de familles monoparentales à Bruxelles (32 %).

Enfin, les auteures de la proposition de résolution se sont penchées également sur un certain nombre de statistiques et de chiffres relatifs aux femmes d'origine étrangère avec faible taux d'emploi. On parle notamment de 38 % pour la population étrangère hors Union européenne.

En ce qui concerne les différences salariales, on constate que l'écart entre le salaire d'un homme et celui d'une femme avoisine les 14 %.

On observe aussi une précarité de l'emploi, qui est significative dans un certain nombre de domaines : 10,3 % des femmes ont un contrat précaire contre 6,9 % des hommes.

Le travail à temps partiel concerne 25 % des femmes à Bruxelles contre 10 % des hommes. Les auteures de la proposition remettent en question le mythe du choix du temps partiel chez les femmes, en expliquant que dans un certain nombre de cas il ne s'agit pas d'une situation voulue.

La proposition de résolution propose un certain nombre de solutions pratiques se basant sur les instruments internationaux et nationaux et créant les conditions générales d'une participation plus active des femmes au marché du travail.

Mme Olivia P'tito ajoute que le but de la proposition n'est pas de créer des normes supplémentaires, mais bien de recommander au gouvernement bruxellois :

– de veiller à la valorisation des travaux du Conseil économique et social et de mettre en œuvre un véritable plan d'action d'envergure;

– de veiller, dans le cadre du renforcement de la cellule stratégique chargée d'élaborer des indicateurs socio-économiques, à l'intégration de données chiffrées systématiquement ventilées entre femmes et hommes, à tous les niveaux, dans le cadre du développement d'outils statis-

De indieners van het voorstel zijn vertrokken van de vaststelling dat de vrouwen het slachtoffer zijn van achterstelling op de arbeidsmarkt, dat hun werkloosheidsgraad hoger is (20 % voor de vrouwen, 17 % voor de mannen), dat hoe hoger het diploma is, hoe kleiner de ongelijkheid wordt, maar dat een vierde van de laaggeschoolde vrouwen een job hebben, terwijl drie vierden van de hooggeschoolde vrouwen een job hebben.

Er is ook een lagere tewerkstellingsgraad bij vrouwen met kinderen, en zulks vanaf het eerste kind, wat in de twee andere Gewesten niet het geval is. Dat heeft natuurlijk te maken met het gebrek aan plaats in de crèches en met de opvangstructuren voor peuters en kleuters in het algemeen.

Een andere parameter waarmee rekening gehouden wordt, is de « explosie » van het aantal éénoudergezinnen in Brussel (32 %).

De indieners van het voorstel van resolutie hebben ook een aantal statistieken en cijfers bekeken met betrekking tot de vrouwen van buitenlandse oorsprong waarvan er zeer velen werkloos zijn. Het zou gaan om 38 % voor de buitenlandse bevolking van buiten de Europese Unie.

Wat de loonverschillen betreft, stelt men vast dat het verschil tussen het loon van een man en dat van een vrouw ongeveer 14 % bedraagt.

Men stelt ook een grote jobonzekerheid vast, opvallend in een aantal domeinen: 10,3 % van de vrouwen hebben een onzekere job, tegen 6,9 % van de mannen.

Het deeltijds werk betreft 25 % van de vrouwen in Brussel, tegen 10 % van de mannen. De indieners van het voorstel stellen de mythe van de keuze van deeltijds werk bij de vrouwen in vraag en tonen aan dat het in een aantal gevallen niet om een vrije keuze gaat.

Het voorstel van resolutie stelt een aantal praktische oplossingen voor op grond van de internationale en nationale instrumenten en legt de algemene voorwaarden vast voor een betere positie van de vrouwen op de arbeidsmarkt.

Mevrouw Olivia P'tito voegt eraan toe dat het voorstel er niet toe strekt om extra normen in te voeren, maar wel om de Brusselse regering de volgende aanbevelingen te doen :

– erop toezien dat de werkzaamheden van de Economische en Sociale Raad concreet gestalte krijgen en dat er een echt groot actieplan komt;

– in het kader van de versterking van de strategische cel belast met de opstelling van de socio-economische indicatoren, erop toezien dat de cijfergegevens die systematisch opgesplitst worden tussen vrouwen en mannen, opgenomen worden in de statistieken van alle beleids-

tiques au niveau de la Région, tel que c'est prévu dans l'accord de gouvernement;

– de demander un volet information/formation/sensibilisation/coordination, qui permettrait d'avoir une véritable campagne de sensibilisation au niveau bruxellois à l'égard de tous les acteurs du monde économique et social, y compris auprès des travailleurs sociaux de l'ORBEm;

– de renforcer les moyens consacrés à cette question au sein de l'Administration de l'emploi;

– d'actionner les leviers fédéraux en contact avec l'Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes, notamment pour faire des économies « d'échelle » et utiliser tous les leviers existants.

Concernant plus spécifiquement le Contrat pour l'Economie et l'Emploi, il est important, à cet égard :

– de veiller à ce que les offres d'emploi soient sexuellement neutres dans toutes leurs dimensions, à savoir au-delà de la simple typologie homme/femme déjà indiquée à l'heure actuelle dans l'ensemble des offres d'emploi, ce qui est une obligation légale;

– d'attirer particulièrement l'attention sur la dénomination et le descriptif de la fonction, qui ne doivent pas être stigmatisants parce que c'est une manière aussi de « décourager » certaines femmes ou certains hommes de postuler à certains emplois, ce qui revient à cautionner une espèce de discrimination par secteur;

– dans le cadre de la lutte contre la discrimination à l'embauche, de veiller à ce que les futurs plans de diversité intègrent la dimension du genre;

– de veiller à ce que la diffusion des différents chèques à l'embauche, chèques-langues, chèques-formation, etc., n'aboutisse pas à une stigmatisation accrue des secteurs;

– dans le même état d'esprit, et compte tenu des futurs centres de référence qui vont être développés en 2006, de consacrer une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes pour ne pas stigmatiser des secteurs à nouveau « typiquement masculins » ou « typiquement féminins » mais au contraire attirer un autre public dans ces secteurs;

– dans le cadre du soutien prioritaire aux secteurs porteurs d'innovation et d'emplois, de promouvoir l'accès à des emplois qualifiés plutôt que « typiquement masculins » ou « typiquement féminins » (aspect non-marchand, santé, construction).

niveaus van het Gewest, zoals beschreven in het regeerakkoord;

– zorgen voor informatie/opleiding/sensibilisering/coördinatie, waarmee men een echte bewustmakingscampagne in Brussel kan voeren ten aanzien van alle actoren uit de economische en sociale wereld, met inbegrip van de maatschappelijk werkers van de BGDA;

– de middelen die gebruikt worden in het kader van deze kwestie binnen het Bestuur voor Werkgelegenheid uitbreiden;

– de federale hefbomen activeren, in samenwerking met het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, met name om schaalvoordelen te bewerkstelligen en alle bestaande instrumenten te gebruiken.

Wat meer specifiek het Contract voor Economie en Tewerkstelling betreft, is het belangrijk om in dat verband:

– erop toe te zien dat de jobaanbiedingen volledig genderneutraal zouden zijn, wat meer is dan het schrappen van de vermelding man/vrouw die thans gebruikt wordt in alle jobaanbiedingen, wat een wettelijke verplichting is;

– in het bijzonder, de aandacht vestigen op de benaming en de beschrijving van de functie, die niet stigmatiserend mogen zijn omdat het ook een manier is om bepaalde vrouwen of mannen te « ontmoedigen » te solliciteren voor bepaalde betrekkingen, wat erop neerkomt dat men een soort discriminatie per sector goedkeurt;

– in het kader van de bestrijding van discriminatie bij aanwerving, erop toe te zien dat de toekomstige diversiteitsplannen rekening houden met het geslacht;

– erop toe te zien dat de verspreiding van verschillende cheques voor aanwerving, taalcheques, opleidingscheques, enz. niet leidt tot een toenemende stigmatisering van de sectoren;

– daarbij aansluitend en gelet op de toekomstige referentiecentra die in 2006 tot stand zullen komen, bijzondere aandacht te besteden aan de gelijkheid tussen vrouwen en mannen om geen sectoren niet opnieuw als « typisch mannelijk » of « typisch vrouwelijk » te bestempelen, maar daarentegen een andere bevolkingsgroep aan te trekken in die sectoren;

– in het kader van de prioritaire steun aan de innoverende sectoren en sectoren die veel werkgelegenheid scheppen, de toegang te bevorderen tot hooggeschoolde arbeidsplaatsen eerder dan tot de « typisch mannelijke » of « typisch vrouwelijke » (non-profitsector, gezondheid, bouw).

Concernant plus spécifiquement les « indépendantes créatrices d'emplois et actrices du monde économique » ou le soutien à l'entreprenariat féminin, seulement 29 % des indépendants sont des indépendantes à Bruxelles. Une attention particulière mérite de leur être accordée, spécifiquement pour les prêts aux très petites entreprises et aux PME ainsi que pour les micro-crédits, y compris via une formation préalable et un accompagnement durant le lancement de leur projet économiquement viable. Il s'agit là d'un appel aux centres d'entreprises et aux guichets d'économie locale.

Au regard du nombre d'indépendantes actives dans le secteur du commerce en Région bruxelloise, dans le cadre du chantier relatif à la revitalisation du commerce et des noyaux commerciaux, il est important d'avoir un débat par rapport à cette question de l'accès et du maintien des femmes dans les commerces.

Concernant plus spécifiquement les « femmes rentrantes » sur le marché de l'emploi, il convient d'encourager la création d'activités pour ces femmes et il semble opportun de créer pour cela un guichet spécifique au sein de l'ORBEm.

Concernant plus spécifiquement les femmes d'origine étrangère sur le marché de l'emploi, des actions précises et ciblées seraient utiles en termes d'informations, de formations et de soutien en relation avec la campagne de sensibilisation susmentionnée.

Enfin, par rapport à des initiatives régionales qui permettent de créer des débouchés en termes d'emplois pour ces femmes de toutes origines, il est important d'établir un lien avec les contrats de quartier, pour permettre le développement économique de tout un chacun et développer des emplois de proximité.

Concernant enfin les familles monoparentales sur le marché de l'emploi, un phasage de la création des 2.600 places supplémentaires dans les crèches bruxelloises semble opportun, avec une priorité aux structures d'accueil adaptées aux demandeurs d'emploi en insertion socioprofessionnelle et aux familles monoparentales. Il convient de tenir compte des caractéristiques de l'emploi féminin et de la possibilité d'horaires décalés, pas toujours conciliables avec les horaires classiques des crèches et des structures d'accueil actuelles. Une transparence dans le phasage est aussi très importante.

II. Avis du ministre

Le ministre Benoît Cerexhe estime que ladite proposition de résolution a le mérite de mettre à nouveau en exergue une thématique cruciale.

Le gouvernement y apporte son soutien. Le ministre l'a rappelé dans la déclaration gouvernementale et aussi dans

Wat meer specifiek de zelfstandige beroepen die werkgelegenheid scheppen en vrouwelijke actoren van de bedrijfswereld of de steun aan de vrouwelijke ondernemers betreft, zij erop gewezen dat slechts 29 % van de zelfstandigen in Brussel vrouwen zijn. Bijzondere aandacht moet aan hen besteed worden, zeker wat betreft de leningen aan zeer kleine ondernemingen en aan de KMO's, de microkredieten, de voorafgaande opleiding en de begeleiding gedurende het opzetten van hun economisch leefbare project. Het gaat hier over een oproep tot de bedrijvencentra en de zogenaamde loketten van lokale economie.

Gelet op het aantal vrouwelijke zelfstandigen in de handelssector in het Hoofdstedelijk Gewest, is het, in het kader van de herwaardering van de handel en de handelskernen, belangrijk om een debat te houden over de kwestie van de toegang tot en het behoud van de vrouwen in de handelszaken.

Wat betreft de vrouwen die de arbeidsmarkt binnenkomen, zij onderstreept dat men de activiteiten voor die vrouwen moet bevorderen. Het lijkt opportuun om daartoe een specifiek loket binnen de BGDA op te richten.

Wat betreft de vrouwen van buitenlandse oorsprong op de arbeidsmarkt, zou het nuttig zijn om precieze en doelgerichte acties op te zetten op het vlak van informatieverstrekking, opleidingen en steun, gekoppeld aan de bovenvermelde bewustmakingscampagne.

Wat betreft de gewestelijke initiatieven om arbeidsplaatsen te creëren voor die vrouwen van diverse oorsprong, is het belangrijk om een band te leggen met de wijkcontracten om de economische ontwikkeling van eenieder mogelijk te maken en om de arbeidsplaatsen in de wijk te creëren.

Wat tot slot de eenoudergezinnen op de arbeidsmarkt betreft, lijkt het opportuun om stapsgewijs 2.600 extra arbeidsplaatsen in de Brusselse crèches te creëren, met voorrang aan de opvangstructuren die aangepast zijn aan de werkzoekenden die bezig zijn met hun socio-professioneel inschakelingstraject, alsook aan de eenoudergezinnen. Men moet rekening houden met de karakteristieken van de vrouwelijke arbeidsplaatsen en de mogelijkheid van glijdende werkuren die niet altijd verenigbaar zijn met de klassieke uren van de crèches en de huidige opvangstructuren. Doorzichtigheid in de fasering is ook zeer belangrijk.

II. Visie van de minister

Minister Benoît Cerexhe meent dat het voorstel van resolutie de verdienste heeft dat het een cruciale thematiek opnieuw in de kijker stelt.

De regering zet er haar schouders onder. De minister heeft het in de regeerverklaring herhaald en ook in het

le cadre des différents chantiers du Contrat pour l'Economie et l'Emploi : la lutte contre toutes les formes de discrimination constitue une des priorités.

Le ministre émet seulement une petite réserve en faveur de la centralisation de l'information. Il est demandé de créer un guichet spécifique à l'ORBEm pour les femmes rentrantes et de mettre en place un numéro unique à l'administration de l'Emploi pour accueillir les plaintes éventuelles.

Or, M. Benoît Cerexhe rappelle que l'ORBEm a déjà ouvert en collaboration avec le Centre pour l'Egalité des chances un service spécialisé dans l'accueil, l'aide et l'accompagnement des personnes victimes de discrimination. Il ne juge pas souhaitable de multiplier les intermédiaires. Toutefois, si cela s'avère nécessaire, il est évidemment concevable de diffuser plus largement encore l'information quant à l'existence de ces services de médiation et par ailleurs de sensibiliser davantage les médiateurs aux spécificités des questions liées au genre.

Le ministre ajoute que les futurs plans de diversité seront élaborés en collaboration avec les partenaires de la cellule transversale du pacte territorial, et qu'ils intégreront bien évidemment la problématique du genre.

Enfin, l'Observatoire de l'ORBEm a déjà réalisé des études à ce sujet et proposé toute une série de conclusions visant à déjouer les pièges de la stigmatisation dont on vient de parler.

III. Discussion générale

Au nom du groupe MR, Mme Viviane Teitelbaum trouve que c'est une très bonne proposition de résolution. La députée regrette que, sur un tel sujet, la majorité n'ait pas jugé utile de demander la signature de tous les groupes démocratiques. D'autant plus qu'en janvier dernier, une proposition d'ordonnance a soumis le gouvernement à l'obligation de présenter un rapport annuel sur la politique de l'égalité entre hommes et femmes.

Mmes Olivia P'tito et Céline Fremault invitent Mme Teitelbaum à cosigner la proposition de résolution.

Mme Viviane Teitelbaum émet une remarque de fond à propos de la partie « information/formation/sensibilisation/coordination ». Les auteurs prévoient une ligne téléphonique recueillant les questions sur la problématique des discriminations de femmes et des plaintes. Est-ce que ces plaintes seront anonymes ? Qui les traitera ? Comment seront-elles relayées ? Seront-elles rendues publiques ? La députée pense qu'il est important de préciser ce type de dispositif et d'être prudent s'il s'agit d'un outil de dénonciation.

kader van de verschillende aspecten van het Contract voor Economie en Tewerkstelling: de strijd tegen alle vormen van discriminatie is één van de prioriteiten.

De minister heeft al iets verwezenlijkt in het kader van de centralisatie van de informatie. Er wordt gevraagd om een specifiek loket op te richten bij de BGDA, voor de inkomende vrouwen en om een enige nummer in te voeren in het Bestuur van Tewerkstelling voor eventuele klachten.

De heer Benoît Cerexhe herinnert eraan dat de BGDA, in samenwerking met het Centrum voor Gelijke Kansen, al een dienst heeft opgericht die gespecialiseerd is in opvang, hulp en begeleiding van slachtoffers van discriminatie. Hij vindt het niet wenselijk om te veel tussenpersonen te hebben. Mocht het evenwel nodig blijken, dan is het uiteraard denkbaar dat de informatie ruimer wordt verspreid in verband met het bestaan van die ombudsdiensten en dat de aandacht van de ombudsmannen meer wordt gefocust op de specifieke aspecten van het gendervraagstuk.

De minister voegt eraan toe dat de toekomstige diversiteitsplannen zullen worden uitgedokterd in samenwerking met de partners van de transversale dienst van het territoriaal pact, en dat ze uiteraard aandacht zullen besteden aan het gendervraagstuk.

Ten slotte, heeft het Observatorium van de BGDA reeds studies verricht in dat verband en een hele reeks conclusies voorgesteld om de valstrikken van de stigmatisering waarvan zopas sprake weg te nemen.

III. Algemene bespreking

Mevrouw Viviane Teitelbaum vindt namens de MR-fractie dat het een zeer goed voorstel van resolutie is. De volksvertegenwoordiger betreurt dat de meerderheid het in verband met zo'n onderwerp niet nodig heeft gevonden om aan alle democratische fracties te vragen om het te ondertekenen, te meer daar, in januari, een voorstel van ordonnantie de regering ertoe verplicht heeft een jaarverslag in te dienen over het beleid inzake gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Mevrouw Olivia P'tito en mevrouw Céline Fremault vragen mevrouw Teitelbaum om het voorstel van resolutie mede te ondertekenen.

Mevrouw Viviane Teitelbaum maakt een fundamentele opmerking over het gedeelte « informatie/opleiding/sensibilisering/coördinatie ». De indieners plannen een telefoonlijn voor vragen over de problematiek van de discriminatie van vrouwen en voor klachten. Zullen die klachten anoniem zijn ? Wie zal ze behandelen ? Hoe zullen ze worden doorgestuurd ? Zullen ze worden bekendgemaakt ? De volksvertegenwoordiger meent dat het van belang is om dat soort zaken te preciseren en voorzichtig te zijn wanneer het gaat over een klachtendienst.

Moyennant ces quelques remarques, le groupe MR apporte son soutien et sa signature à cette proposition de résolution.

Mme Olivia P'tito précise que le but n'est absolument pas de déposer des plaintes anonymes. Il s'agit de disposer d'un point d'appui lorsque l'on a des questions par rapport à une situation donnée. Au niveau bruxellois, l'idée était bien de créer un centre d'information et absolument pas d'avoir un outil de dénonciation, ni de délation.

Concernant la problématique des femmes rentrantes, Mme Céline Fremault pense qu'il y a un certain nombre de femmes qui arrêtent de travailler pendant quelques années pour éduquer leurs enfants et réellement, le jour où elles veulent recommencer à travailler, elles ne savent où s'adresser par rapport au marché de l'emploi. Peut-être que l'idée du guichet heurte le ministre parce que cela fait partie d'un plan global de l'ORBEm. Il faudrait en tout cas envisager une action spécifique par rapport à ces femmes, soit sous la forme d'une brochure, soit sous la forme d'un guichet, on peut en discuter. Au niveau de Bruxelles, il est vraiment temps de pouvoir donner à ces femmes un signal fort.

Mme Olivia P'tito remercie le ministre pour son soutien à la proposition de résolution. La députée voudrait préciser une chose par rapport au guichet qui existe actuellement en matière de lutte contre les discriminations au niveau de l'ORBEm : le Centre pour l'Egalité des chances n'est pas compétent en matière d'égalité femmes/hommes. Il faut absolument conclure un partenariat avec l'Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes ou développer une autre forme d'initiative. L'idée est de traiter la problématique de l'égalité femmes/hommes de façon transversale, ce qui n'existe pas pour le moment, même s'il y a plusieurs personnes qui s'en chargent de facto.

En termes de brochure, la députée partage le point de vue de Mme Fremault. Il est très utile de mener une sensibilisation vis-à-vis des quatre publics-cibles qui ont été évoqués.

Le président acte que Mme Viviane Teitelbaum est co-signatrice de la proposition de résolution.

IV. Discussion des considérants et du dispositif et votes

Les considérants ne suscitent aucun commentaire.

Vote

Les considérants sont adoptés à l'unanimité des 11 membres présents.

Mits rekening wordt gehouden met die opmerkingen, verleent de MR-fractie steun en ondertekent ze dit voorstel van resolutie.

Mevrouw Olivia P'tito preciseert dat het helemaal niet de bedoeling is om anonieme klachten in te dienen. Het gaat erom te beschikken over een steunpunt wanneer men vragen heeft over een bepaalde situatie. In Brussel, wilde men een voorlichtingsdienst uit de grond stampen en helemaal geen klachtendienst of een verklikkingsdienst.

In verband met de problematiek van de vrouwen die de arbeidsmarkt binnenkomen, meent mevrouw Celine Fremault dat er een aantal vrouwen zijn die stoppen met werken gedurende enkele jaren om hun kinderen op te voeden. De dag dat zij opnieuw willen werken, weten ze niet meer waar ze terecht kunnen op de arbeidsmarkt. Het idee van een loket stoort de minister misschien omdat het deel uitmaakt van een globaal BGDA-plan. Men zou in ieder geval een specifieke actie voor die vrouwen moeten overwegen, in de vorm van een brochure of in de vorm van een loket, daarover valt te discussiëren. In Brussel, is het echt tijd om aan die vrouwen een signaal te kunnen geven.

Mevrouw Olivia P'tito dankt de minister voor zijn steun aan het voorstel van resolutie. De volksvertegenwoordiger zou een zaak willen preciseren in verband met het loket dat reeds bestaat voor de strijd tegen discriminatie in de BGDA, te weten dat het Centrum voor Gelijke Kansen niet bevoegd is inzake gelijkheid tussen vrouwen en mannen. Er moet absoluut een partnerschap worden gesloten met het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen of een ander initiatief worden genomen. Het is de bedoeling om de problematiek van de gelijkheid van vrouwen en mannen transversaal te behandelen, wat voor het ogenblik niet bestaat, ook al zijn meerdere personen er de facto mee bezig.

Wat de brochure betreft, deelt de volksvertegenwoordiger het standpunt van mevrouw Fremault. Het is zeer nuttig om de vier doelgroepen waarvan sprake bewust te maken.

De voorzitter acteert dat mevrouw Viviane Teitelbaum het voorstel van resolutie mede-ondertekend heeft.

IV. Bespreking van de consideransen en van het dispositief en stemmingen

De consideransen behoeven geen commentaar.

Stemming

De consideransen worden aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Le dispositif ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le dispositif est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

V. Vote sur l'ensemble

La proposition de résolution dans son ensemble est adoptée à l'unanimité des 11 membres présents.

Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le Rapporteur, *Le Président,*

Alain DAEMS Alain LEDUC

Het verzoekend gedeelte behoeft geen commentaar.

Stemming

Het verzoekend gedeelte wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

V. Stemming over het geheel

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteur, *De Voorzitter,*

Alain DAEMS Alain LEDUC

0206/4489
I.P.M. COLOR PRINTING
☎ 02/218.68.00